



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Union européenne

La taxation des multinationales pourrait s'uniformiser à 15%

Le ministre français de l'Economie juge possible un accord sur un taux commun, comme discuté depuis juillet sous l'égide ... • (Page 08)

Brexit

Boris Johnson voit un avenir radieux

Au Royaume-Uni, les entreprises ... • (Page 08)



me KOUASSI, Directeur Général de l'IN

Port de Lomé

Le finlandais Konecranes va livrer cinq portiques RTG



Deuxième édition de l'EHCVM

L'INSEED démarre l'opération de collecte des données

• (Page 03)

Institutions foncières

Les experts en concertation à Lomé

Le gouvernement togolais en collaboration avec l'Initiative des droits et ... • (Page 02)

Insertion professionnelle des réfugiés

Le Patronat et UNHCR Togo scellent un accord

Signature d'une lettre d'entente entre le Patronat et UNHCR Togo, lundi 11 octobre 2021, pour la mise en ... • (Page 04)

Finance

La dette mondiale se rapproche de 260% du PIB global

La dette est aujourd'hui un défi pour les politiques et les administrations du monde. Une part importante de son ... • (Page 06)

CEGs Avénou et Totsi

La Déléguée nationale du MFU prime les meilleures filles

Chose promise, chose due. Le 07 juin dernier, en marge de ... • (Page 11)



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Institutions foncières

Les experts en concertation à Lomé

Le gouvernement togolais en collaboration avec l'Initiative des droits et ressources (RRI) et le Centre africain sur les politiques foncières (ALPC) organise depuis le mardi 12 octobre 2021 et pour trois jours, la troisième édition de la conférence régionale des institutions foncières nationales sur la sécurité des droits fonciers communautaires en Afrique.



● Bernard AFAWOUBO

Les experts internationaux des institutions foncières nationales de 13 pays sont en conférence de trois jours depuis le mardi 12 octobre 2021 à Lomé. Cette troisième édition intervient suite à la première édition tenue au Ghana en 2017 et la seconde au Madagascar en 2019. Au cours des travaux, l'expérience du Togo sera partagée avec les participants puisqu'elle a été citée comme un exemple de réussite en Afrique. Ceci en raison de l'engagement des premières autorités du pays dans mise en œuvre d'un nouveau Code foncier et domanial, qui reconnaît les droits fonciers coutumiers et qui accordent une importance particulière à la coutume comme source de droit, depuis 2018.

Il sera également question pour les pays participants de présenter leurs stratégies déployées pour étendre et sécuriser les droits de tenure et une série de bonnes pratiques. « L'un des objectifs principaux de cet atelier est d'apprendre l'expérience du Togo qui est cité en exemple de réussite en Afrique pour plusieurs raisons parce que le code foncier domanial du Togo de 2018 reconnaît les trois fonciers communautaires et coutumiers, ce qui n'est pas évident dans beaucoup de pays. C'est aussi une approche participative inclusive qui reconnaît les droits fonciers des femmes. Plusieurs sont en train de voir comment arriver à ce stade. Les participants vont s'imprégner de cette avancée du Togo » a confié Solange Badiaky-Badji, Présidente du

groupe Droits et Ressources, Coordinatrice, de l'initiative des droits des ressources. « Le choix porté sur le Togo pour abriter la troisième édition de la conférence est un motif d'exaltation et de reconnaissance pour les efforts constants fournis pour la sécurisation des droits fonciers à tous nos concitoyens. La terre est un facteur de sécurité et de paix sociale. Celui qui garantit la sécurité foncière, garantit également par voie de conséquence la paix sociale. Aussi il faut savoir que la femme togolaise a droit à la terre et C'est confirmé par notre constitution de 1992 » a indiqué Koffi Tsolenyanu, Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière du Togo. A l'issue des travaux de Lomé, un espace d'échange et de partages sur les différents contextes nationaux et les bonnes pratiques favorables à une gouvernance foncière responsable reconnaissant les pratiques de gestion coutumières sera créer pour les institutions et agences gouvernementales foncières chargées de la gestion foncière ainsi que leurs partenaires et autres acteurs clé.



AUX DÉCIDEURS ...

Gouvernements et protection des filles

Il y a environ plus de 308 millions de filles de moins de 18 ans sur le continent africain. Alors que le cadre juridique et politique de l'Union africaine fait référence – inégalement – aux droits, aux intérêts et au sort des filles ; les organismes continentaux et les gouvernements nationaux peuvent et doivent faire davantage pour protéger les filles, subvenir à leurs besoins et veiller à ce qu'elles participent pleinement à la société. Un nouveau rapport phare complet montre à quel point les gouvernements africains sont amicaux envers les filles et dans quelle mesure ils remplissent leurs obligations légales. Le rapport africain sur le bien-être de l'enfant (2020), lancé par l'African Child Policy Forum, analyse la situation des filles sur le continent à l'aide de l'indice Girl-Friendly. Le rapport s'appuie sur des travaux antérieurs visant à favoriser la responsabilité de l'État envers les enfants, et les filles en particulier. Il est important de noter que les opinions des filles sont prédominantes – car elles partagent des préoccupations, des craintes, des souhaits et des exigences légales.

Comme souligné dans le rapport Getting Girls Equal, un rapport détaillé qui évalue le statut des filles et la loi en Afrique, de nombreuses filles sont exposées à l'exploitation sexuelle, à des pratiques culturelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines et le mariage des enfants, et à l'abandon scolaire. Comme le montre le Rapport africain sur le bien-être de l'enfant, les filles occupent une position unique et vulnérable dans la société africaine. Les normes, pratiques et attitudes sociales sont préjudiciables à la vie, à la survie et au développement des filles. Les gouvernements africains doivent adopter des lois, des politiques et d'autres mesures pour protéger les filles des risques auxquels elles sont confrontées en raison de leur âge et de leur sexe. Une gouvernance favorable aux filles respecte, protège et réalise les droits des filles et garantit l'égalité des sexes parmi les enfants. Cela se fait par le biais de lois, de politiques et d'allocations de ressources pour garantir des résultats positifs pour les filles.

L'indice de convivialité pour les filles, tel que prévu dans le rapport, est un outil statistique basé sur les droits et un cadre conceptuel ancré sur trois piliers des droits de l'enfant : protection, prestation et participation. Par exemple, les gouvernements devraient criminaliser l'abus, l'exploitation et la traite des filles. En général, les pays africains ont fait des progrès considérables dans ce sens. Mais il y a encore d'énormes lacunes. Si leurs droits sont violés, les filles doivent également pouvoir accéder à la justice et demander réparation. Le Rwanda, le Togo, la Namibie, l'Afrique du Sud et Maurice se sont classés parmi les meilleurs pour la fourniture de cadres juridiques et politiques solides et de mécanismes institutionnels d'application. La protection des intérêts et des droits des filles exige que les gouvernements engagent des budgets pour assurer l'accès à l'éducation, à l'assainissement, à la santé sexuelle et reproductive et à d'autres services essentiels à leur développement. C'est là qu'intervient le pilier de la fourniture. Le rapport a révélé que les filles dans de nombreux États africains n'ont pas accès à des soins de santé adéquats, y compris des services de santé sexuelle et reproductive, elles n'ont pas accès à des aliments nutritifs, à l'éducation et à d'autres services de base.

Les gouvernements africains sont censés harmoniser leurs lois et politiques conformément aux normes, cadres et standards juridiques internationaux et régionaux ; ainsi, fournissant des motifs justifiables pour faire respecter les droits des filles. Les gouvernements doivent également, entre autres, lancer des programmes qui s'appuient sur les compétences et les capacités des filles à participer à la gouvernance de leurs communautés. Cela éliminera les barrières sociales et culturelles qui empêchent les filles de participer aux affaires les concernant.

Les progrès réalisés par les États africains en matière de convivialité avec les filles sont louables, mais inégaux. Ainsi, il est crucial que les décideurs politiques à tous les niveaux prennent en compte les leçons qui pourraient être tirées des pays qui ont obtenu un score élevé comme les plus amicaux envers les filles, et visent à adopter les meilleures pratiques au profit des filles à travers l'Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Port de Lomé

Le finlandais Konecranes va livrer cinq portiques RTG

L'entreprise finlandaise, Konecranes, informe le 08 octobre 2021, avoir remporté un contrat de livraison de cinq portiques RTG au port de Lomé. La commande a été enregistrée en juin 2021 et les grues seront livrées au second semestre 2022.

• Joël YANCLO

Konecranes, entreprise finlandaise, poursuit sa percée en Afrique de l'Ouest. Lomé Container Terminal (LCT) S.A. au Togo, a commandé cinq grues à portique sur pneus (RTG) à Konecranes. La commande a été enregistrée en juin 2021 et les grues seront livrées au second semestre 2022. Pour Antoine Bosquet, VP Regional Sales EMEA, Konecranes Port Solutions, « LCT est un client de longue date et je suis fier que LCT continue de faire confiance à notre entreprise et à notre technologie. Lorsque ces nouvelles grues seront livrées et mises en service, LCT exploitera une flotte de 32 RTG Konecranes. Aujourd'hui, il y a plus de 200 RTG Konecranes à l'œuvre dans toute l'Afrique de l'Ouest ». Les RTG Konecranes en commande sont identiques à ceux déjà exploités par Lomé. Il s'agit de machines à 16 roues soulevant des conteneurs 1 sur 6, de 7 conteneurs de large plus une voie camion, avec antiballant de conteneur fourni par le système Dynapilot. Ce sont des machines Ecolifting

entièrement électriques alimentées par des barres omnibus et équipées des fonctions intelligentes de guidage automatique et de prévention des collisions de pile. La direction automatique basée sur DGPS maintient le RTG sur une trajectoire rectiligne préprogrammée. Stack Collision Prevention aide le grutier à éviter les collisions et les renversements de conteneurs lorsqu'un conteneur est déplacé dans le sens de la baie. Nul n'ignore que le port de Lomé s'est positionné depuis quelques années comme une plateforme majeure dans l'industrie portuaire de la sous-région ouest-africaine. Recevant, davantage de trafic, ses exploitants sont conscients qu'il faut anticiper le renforcement des capacités opérationnelles. Depuis quelques années, LTC a consenti des investissements énormes pour dynamiser la plateforme portuaire de Lomé, qui aujourd'hui se positionne comme un hub pour le trafic de transbordement dans la sous-région ouest-africaine. En 2020, le volume de marchandises conteneurisées traité sur ses installations se chiffrait à 1



725 270 EVP. Ce qui a permis de classer Lomé 4e plus grand port du Continent en matière de trafic conteneurs, selon un récent rapport de la Lloyd's List. Pour rappel,

Lomé Container Terminal fait partie de Terminal Investment Limited (TiL) qui, depuis sa création en 2000, est devenu l'une des entreprises de terminaux les plus importantes

et les plus diversifiées au monde. Elle détient des participations importantes dans 40 terminaux en exploitation et 1 terminal de développement dans 27 pays sur cinq

continents. Il est à rappeler qu'une forte concentration sur les clients et un engagement envers la croissance de l'entreprise et l'amélioration continue font de Konecranes, un leader de l'industrie du levage. Cela s'appuie sur des investissements dans la numérisation et la technologie, ainsi que sur le travail pour rendre les flux de matières plus efficaces avec des solutions qui décarbonent l'économie et font progresser la circularité et la sécurité. Konecranes est un groupe leader mondial d'entreprises de levage™, au service d'un large éventail de clients, y compris les industries de fabrication et de transformation, les chantiers navals, les ports et les terminaux. Konecranes fournit des solutions de levage améliorant la productivité ainsi que des services pour les équipements de levage de toutes marques. En 2020, le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 3,2 milliards d'euros. Le Groupe compte environ 16 500 collaborateurs dans 50 pays. Les actions de Konecranes sont cotées au Nasdaq Helsinki (symbole : KCR).

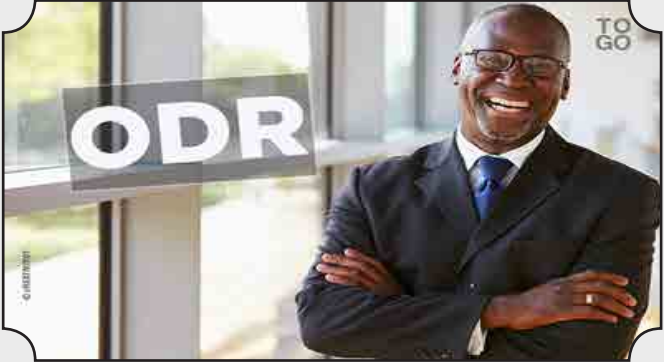
Obligations de relance

Le Togo recherche 25 milliards FCFA sur le marché de l'UEMOA

Le Togo répat à nouveau sur le marché financier régional, dans le cadre de sa relance économique pour la mobilisation de 25 milliards FCFA.

• Joël YANCLO

Le Togo sera de retour le 15 octobre prochain sur le marché régional avec l'émission d'Obligations de Relance (ODR) pour un montant de 25 milliards de Fcfa. UMOA-Titres a lancé en début d'année le programme d'émissions d'Obligations de Relance en vue de soutenir les plans de relance économiques post-Covid des Etats de l'UE-



MOA. Les ODR 2021 sont des Obligations Assimilables du Trésor de maturités de 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans,

12 ans voir plus, émises en 2021, par voie d'adjudication ouverte avec le concours de UMOA-Titres. Ces titres

sont dématérialisés, tenus en compte courant dans les livres de la BCEAO, bénéficient d'avantages spécifiques pour les investisseurs mais également pour les émetteurs souverains. Il est à noter que le Togo jouit d'une bonne réputation auprès des investisseurs. Au cours de l'opération précédente, le Trésor a eu un taux de couverture de plus de 255%, (soit 153 milliards FCFA) alors qu'il ne cherchait que 60 milliards



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Insertion professionnelle des réfugiés

Le Patronat et UNHCR Togo scellent un accord

Signature d'une lettre d'entente entre le Patronat et UNHCR Togo, lundi 11 octobre 2021, pour la mise en œuvre coordonnée des réponses aux difficultés rencontrées par les réfugiés sur le marché de l'emploi et l'insertion socioéconomique.

● Junior AREDOLA

Cette entente visant à procéder à l'insertion professionnelle des réfugiés, favorise également le développement économique du Togo. « Les réfugiés sont togolais au même titre que nos compatriotes et nous ne pouvons pas les laisser de côté », a laissé entendre le président du Conseil national du patronat du Togo (CNP-Togo), Coami Sedolo Tamegnon qui a paraphé les documents avec la Cheffe du bureau national du représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR-Togo), Edo Mihoë Atayi-Kuassi. Les deux entités s'unissent ainsi pour donner le meilleur lendemain aux réfugiés. Ces lettres d'entente définissent un cadre de collaboration et de concertation pour l'insertion professionnelle des réfugiés diplômés ou qualifiés dans des entreprises viables. A travers ceci, les cibles bénéficieront des opportunités de formations qui s'offrent sur le marché du travail et de l'emploi. Les deux entités ont donc le devoir de mener chacun de son côté les activités de mise en exécution et de suivi de cet accord. Ce qui parviendra au meilleur résultat possible qui sera révélé à l'issue d'une évolution. « Nous voudrions, à travers ce geste, les encourager à aller de l'avant dans leurs efforts quotidiens visant à améliorer leurs conditions de vie ainsi



que celle de leur famille. Autant que faire se peut, et surtout à s'insérer dans le processus de développement de notre pays qui devient ainsi le leur », a fait savoir Coami Sedolo Tamegnon. Pour sa part, Edo Mihoë Atayi-Kuassi a salué l'aboutissement des échanges et différents travaux entrepris pour une insertion socio-professionnelle des réfugiés au Togo.



« Il s'agit d'un processus aboutissant à une solution durable pour les réfugiés dans le pays d'asile (...) », a affirmé la Cheffe de Bureau du HCR-Togo. Conscient que cet objectif ne peut pas être atteint sans le soutien de tous les acteurs, Mme Atayi-Kuassi a lancé un appel aux autres partenaires en vue d'emboîter le pas du CNP-Togo.

Deuxième édition de l'EHCVM

L'INSEED démarre l'opération de collecte des données

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme statistique régional (PSR, 2015-2020) de la Commission de l'UEMOA, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a démarré le lundi 11 Octobre 2021, une opération de collecte des données pour le compte de la deuxième édition de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2).

● Bernard AFAWOUBO

Le Togo tout comme les sept pays de l'UEMOA réalise simultanément en collaboration avec la Banque mondiale la collecte des données relatives à la deuxième édition de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2). Cette enquête qui se déroulera d'octobre à décembre 2021 vise à fournir les données pour le suivi et l'évaluation de la pauvreté et des conditions de vie des ménages dans chacun des pays membres de l'UEMOA. Il sera également question au cours de cette enquête de collecter les informations sur les ménages d'une part et sur la localité de résidence d'autre part. L'EHCVM aborde également l'existence, la fonctionnalité et l'accessibilité des services sociaux de base dans la localité et évalue l'implication des membres de la communauté dans les projets mis en œuvre dans la localité. Au Togo, les premiers responsables de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) ont associé les autorités administratives et locales pour le succès de cette opération. Ainsi une équipe a entamé une tournée d'information et de sensibilisation à l'endroit des populations, le lundi 11 octobre dernier et ce jusqu'au 16 octobre prochain sur toute l'étendue du territoire natio-



nal. Cette deuxième édition de l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2), se déroulera en deux vagues. La première vague s'étale d'octobre à décembre 2021 et la seconde d'avril à juin 2022. En ce qui concerne la première vague, deux activités principales de terrain sont prévues sur toute l'étendue du territoire national notamment l'énumération des zones de dénombrement qui est prévue pour se tenir de septembre à octobre 2021 et la collecte des données proprement dite sur le terrain qui va se dérouler d'octobre à décembre 2021. Pour le compte de cette deuxième édition, au total, 270 zones de dénombrement et 3240 ménages répartis dans toutes les régions du pays seront visités. Pour la bonne marche de cette opération en cette période de crise sanitaire liée au coronavirus, l'INSEED rappelle aux populations

des localités concernées que les agents retenus pour cette collecte sont munis de leur carte de vaccination contre la Covid-19 et sont également identifiables par leur T-shirt et badge à l'effigie de l'Enquête (EHCVM-2) lors de leur passage dans les ménages. Par ailleurs, l'institut demande aux populations de réserver un accueil favorable aux agents de collecte et de leur fournir des informations vraies qui seront traitées dans l'anonymat et la confidentialité conformément à la loi statistique. « Les informations à collecter auprès des populations sont couvertes par le secret statistique et ne peuvent être traitées que sous forme anonyme et dans la confidentialité conformément à l'article 8 de la loi N. 2011-014 portant organisation de l'activité statistique au Togo promulguée le 03 juin 2011 », rassure L'INSEED.

Expo2020 à Dubaï

Le Togo vise des partenariats durables

Le comité de préparation de la participation du Togo à l'expo Dubaï 2020, a échangé lundi avec les dirigeants du Business Connect, dans le but, apprend-t-on, de nouer un partenariat « durable ».

L'objectif visé est « d'offrir une panoplie d'opportunités économiques afin d'assurer un partenariat durable », a indiqué le ministère chargé du

commerce sur Twitter, à la suite de la rencontre Business Connect, un programme qui fournit des conseils, des événements et des ressources pour aider à démarrer une pe-

tite entreprise. Les échanges entre les deux parties s'inscrivent dans le cadre des préparatifs de la journée économique du Togo qui se tiendra le 19 décembre

2021 à Dubaï. Cette journée vise à présenter les potentialités économiques du Togo et les opportunités d'investissement dans le pays. A ce rendez-vous commercial, il est prévu égale-

ment deux autres activités, la journée nationale du Togo, le 21 décembre 2021 et la journée des startups le 08 février 2022. Selon les autorités togolaises, la participation à

cette exposition, permettra de vendre la destination au Togo aux investisseurs venus d'horizons divers.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Communiqué du Conseil des Ministres

Lomé, Mardi 12 Octobre 2021

1. Le conseil des ministres s'est réuni ce mardi 12 octobre 2021 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

2. Le conseil a examiné deux (02) projets de décrets et écouté quatre (04) communications.

I. Au titre des projets de décret,

3. Le conseil a examiné et adopté deux projets de décret relatifs à la mise en œuvre du programme système d'informations des polices d'Afrique de l'Ouest (SIPAO).

4. Le premier porte création, attributions, organisation et fonctionnement du comité national d'orientation du programme SIPAO.

5. Tenant compte des menaces sécuritaires persistantes et de la nécessité de mutualiser les ressources pour faire échec à la criminalité transnationale, les Etats membres de la CEDEAO ont

adopté en 2012 le programme « Système d'Information Policière pour l'Afrique de l'Ouest (SIPAO) ».

6. Ce projet de décret crée un comité national d'orientation qui supervisera la mise en œuvre du programme.

7. Son adoption permettra aux services impliqués de mettre en place une coordination efficace pour le bon fonctionnement du programme au niveau national.

8. Le second projet de décret porte création du centre d'informations de police du Togo (CIPT) et du fichier central national des données policières de la République togolaise (FCNDP).

9. Ce système comprend un Centre d'information de police du Togo (CIPT) et le fichier central national des données policières et viendra s'inscrire dans le cadre de la loi du 30 octobre 2019 relative à la protection des données à caractère personnel.

10. Le CIPT assurera la gestion et le traitement du Fichier central des données policières commun aux services de la justice, de la police et de la gendarmerie nationale, des eaux et forêts et des douanes.

11. Ce texte s'inscrit également dans la vision du gouvernement de digitaliser les processus et services publics conformément à l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale.

II. Au titre des communications,

12. Le conseil a écouté une communication relative à la ratification par le Togo de la convention-cadre relative à l'éthique du tourisme ; présentée par le ministre de la culture et du tourisme.

13. Le tourisme est un des leviers du développement économique de notre pays. La présente communication vise à proposer la ratification de la convention-cadre relative à l'éthique du tourisme.

14. Cette convention permettra de renforcer le cadre juridique et de contribuer à l'exploitation professionnalisée du secteur. Elle promeut un tourisme responsable, durable et accessible à tous.

15. Le conseil a ensuite écouté une communication relative à l'évaluation du patrimoine des médias publics en vue de l'opérationnalisation de l'Office de radio et de télévision du Togo (ORTV) et de la société de Télédiffusion du Togo (TDT) ; présentée par le ministre de la communication et des médias.

16. S'inscrivant dans le cadre de la modernisation et de l'organisation des médias publics, la présente communication a pour objectifs d'informer le conseil des résultats de l'évaluation des médias audiovisuels publics et de solliciter son autorisation en vue de la poursuite du processus engagé.

17. Le conseil a ensuite écouté une communication relative à l'audit du fichier des boursiers ; présentée par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

18. Dans le cadre de la revue périodique de la gestion des bourses, le gouvernement a commandité une mission d'audit du fichier des boursiers. Les résultats de cet audit ont permis d'identifier les axes d'amélioration qui feront l'objet de mesures appropriées.

19. Le conseil a écouté une dernière communication relative à la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire ; présentée par le ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

20. Pour le compte de l'année scolaire 2020 – 2021, 475 écoles en tout ont bénéficié du programme d'alimentation scolaire permettant à plus de 131 870 élèves de bénéficier d'un repas de qualité nutritionnelle et en quantité suffisante. Ces résultats ont été obtenus grâce à un apport supplémentaire de l'Etat de près de 980 millions de FCFA pour un montant cumulé de 2,1 milliards de FCFA.

21. Au cours de l'année académique 2021 – 2022, le programme s'étendra à 65 nouvelles écoles avec la poursuite de la création des jardins potagers au sein des établissements. Ainsi, l'extension du programme permettra de couvrir 187.152 élèves soit 62% de l'objectif de 300.000 élèves bénéficiaires, tel que prévu par la feuille de route gouvernementale.

III. Au titre des divers,

22. Le ministre chargé des droits de l'Homme a rendu compte au conseil de l'achèvement du processus d'évaluation périodique universel auquel notre pays a été soumis. Un projet de rapport est finalisé à cet effet et sera déposé dans les prochains jours auprès des instances concernées.

Fait à Lomé, le 12 octobre 2021

Le Conseil des Ministres

communication@presidence.gouv.tg

Gouvernance foncière**Impliquer les praticiens du secteur culturel**

Tout est prêt pour que la quatrième édition de la Conférence sur les politiques foncières en Afrique se déroule du 2 au 4 novembre 2021 dans un format hybride. L'événement, sur le thème La gouvernance foncière pour la sauvegarde de l'art, de la culture et du patrimoine vers l'Afrique que nous voulons, comportera à la fois des sessions virtuelles et des événements physiques à Kigali, organisés par le gouvernement rwandais.

● **Nicole ESSO**

La conférence biennale, organisée par l'African Land Policy Centre, offre aux parties prenantes africaines une plateforme pour se mettre en réseau et approfondir leur engagement dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques foncières grâce à l'accès aux connaissances et à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. Le thème s'aligne sur la Déclaration de l'Union africaine de 2021 comme Année africaine de l'art, de la culture et du patrimoine. Les événements mettront en vedette des parties prenantes et des experts du monde universitaire, des instituts de recherche, des autorités traditionnelles, des gouvernements et du secteur privé. Commentant les liens entre la terre et la créativité, le linguiste et spécialiste de la culture, le professeur Kimani Njogu, déclare : « Les créatifs s'inspirent et s'inspirent des paysages dans leur travail. À travers le langage, le caractère, le rythme, l'imagerie et le symbolisme, ils contribuent non seulement



à changer les attitudes et les pratiques concernant l'utilisation des terres et leur gestion, mais aussi à interroger et influencer les politiques foncières afin qu'elles soient plus inclusives et durables. Avant la conférence, une masterclass pour les écrivains créatifs a lieu les 8 et 9 octobre pour offrir aux écrivains l'opportunité d'explorer les défis de la gouvernance foncière à travers le continent avec des experts en politique foncière. Les participants ont appris également l'art de la narration avec le romancier et éditeur de Nairobi Noir Peter Kimani, auteur de « Dance of the Jakaranda », un livre remarquable de l'année du New York Times. Une autre session explorera comment les décisions concernant la

terre affectent l'industrie cinématographique, comment les cinéastes s'appuient sur les questions foncières pour raconter des histoires et comment, en tant qu'agents de changement, ils soulèvent des questions sur la terre. "Nous attendons avec impatience les délibérations à venir avec les parties prenantes lors de cette importante conférence. Nous devons forger ensemble des stratégies pour sauvegarder l'art, la culture et le patrimoine afin de réaliser l'Afrique que nous voulons dans le contexte de Covid-19", Pinto Moreira Emmanuel, Développement africain a commenté le directeur par intérim de la Banque pour le Centre africain des ressources naturelles.

Nigeria**La fintech Mono lève un tour de table de 15 millions de dollars**

La start-up nigériane Mono, spécialisée dans la connexion des comptes bancaires des consommateurs aux applications financières, a réussi à lever 15 millions de dollars dans un tour de table de série A. Les fonds portent le capital de Mono à un peu plus de 17 millions de dollars depuis son lancement l'année dernière.

Le cycle, mené par Tiger Global – le troisième investissement majeur de la société de capital-risque en Afrique cette année après Flutterwave et FairMoney – a également eu la participation de nouveaux investisseurs notamment Target Global (un investisseur dans la néobanque Kuda), General Catalyst et SBI Investment. Selon le PDG Abdulhamid Hassan, Mono pourrait achever son installation en Afrique du Sud via un partenariat avec la banque Absa cette année. Également, la startup devrait compter une présence dans cinq pays africains, d'ici la fin 2022. « Tout ce que nous faisons chez Mono est principalement axé sur le client. Les clients qui souhaitent lancer des applications de prêt ou de fintech dans ces pays disent qu'ils ne peuvent le faire que si Mono est là. Sur la base de la façon dont nous avons



construit notre relation et du type de produits que nous avons construits au Nigeria, les gens comptent sur nous et disent que lorsque nous allons dans un pays, ils voudraient également s'y lancer », a déclaré Abdulhamid Hassan. En septembre dernier, la société venait de réaliser un investissement de pré-amorçage de 500 000 dollars avec une poignée d'investisseurs locaux. Ensuite, elle a participé au dernier lot hivernal de Y Combinator, collectant 2 millions de dollars de financement de démarrage après l'obtention de son di-

plôme avant de lever ce tour de série A. Mono affirme avoir traité plus de 200 millions de transactions de données financières provenant de plus de 270 entreprises, développeurs et fintechs, et connecté plus de 150 000 comptes bancaires au cours des deux derniers mois et qu'elle augmentait 45 fois d'une année sur l'autre à cet égard. Avec environ 30 employés aujourd'hui, la fintech a doublé ses effectifs par rapport à l'année précédente, selon son PDG.

Avec financialafrik.com

Finance**La dette mondiale se rapproche de 260% du PIB global**

La dette est aujourd'hui un défi pour les politiques et les administrations du monde. Une part importante de son stock est le fait des pays riches. Mais en cas de problème, les pays plus modestes risquent de souffrir.

Intervenant le 7 octobre dernier dans une conférence coorganisée par le Bloomberg et la Asia Society Australia, Vera Chaplin, directrice exécutive de S&P Global Ratings, l'agence de notation américaine, a estimé qu'il fallait s'attendre à ce que la dette mondiale atteigne les 260% du produit intérieur brut (PIB) global, mais que les taux d'intérêt bas, la rendent gérable. Cet optimisme contraste avec les déclarations alarmistes lorsqu'on parle de la dette au sein des pays africains avec une préférence pour le terme « surendettement ». Il n'est pourtant pas certain qu'une crise de la dette sera évitée pour très longtemps encore. Mais avec des taux d'intérêt historiquement bas, l'encours de la dette au sein des grandes économies continue de progresser. Selon la mise à jour publiée le 14 septembre dernier, par l'Institute of International Finance (IIF), l'association des grandes banques et institutions financières mondiales, basée à Washington DC, la dette mondiale a atteint 296 000 milliards \$, à la fin du mois de juin 2021. Cette dette est en grande partie le fait des économies dites matures qui sont créditées de meilleures notations et donc de meilleurs sentiments pour les investisseurs, et qui pourtant continuent de voir monter le stock de leurs dettes, malgré l'ensemble des annonces politiques visant à les réduire. Aux Etats-Unis, un débat qui devient récurrent divise les deux grandes formations politiques du pays sur la question de savoir si on devrait relever le seuil de l'endettement. C'est au prix de ce mécanisme que seul le Kenya a utilisé en Afrique



ces dernières années, que la première économie du monde évite un défaut de paiement. En Asie de l'Est, la situation de la dette du secteur immobilier inquiète. Même si Evergrande, le géant chinois, n'est qu'un faible maillon dans ce scénario, sa situation est emblématique du risque que représente le secteur en Chine pour les sociétés financières. Lors d'une réunion qui s'est tenue le 29 septembre dernier, la Banque centrale de Chine a admis que la spéculation sur les prix du foncier et de l'immobilier a créé une bulle d'endettement et invité les banques à plus de réalisme. Dans la zone euro, la Banque centrale n'exclut pas de reprendre avec les achats des titres d'emprunts des Etats. Une pratique qui, selon l'IIF, masque le vrai coût du risque notamment pour des pays européens comme la Grèce et l'Italie, mais aussi pour la France, qui selon sa Banque centrale, avait une dette publique représentant 118% de son PIB à la fin du mois de mars 2021, et le plus gros ratio de dette des sociétés non financières parmi les économies du G7 à l'exclusion du Japon (86% du PIB). La situation aux Etats-Unis est encore plus préoccupante. Au-delà d'une dette qui est déjà élevée, les taux d'intérêt

bas ne sont pas un avantage. Les investisseurs qui sont en quête d'opportunités toujours plus rentables ont commencé à prendre plus de risques. La tendance n'est pas nouvelle, mais les rendements (différentiel entre la marge d'acquisition et le taux d'intérêt) sur ces obligations risquées sont redescendus en moyenne à 3,4% à la mi-septembre. La théorie économique voudrait pourtant que lorsque le risque est facturé bas, c'est qu'il y a un problème. L'Afrique dans ce scénario reste la région du monde où les niveaux d'endettement sont les plus raisonnables, avec une moyenne de dette sur PIB inférieur à 70%. A fin mars 2021, seulement 5 pays en Afrique subsaharienne avaient un ratio supérieur ou égal à 100%, selon une analyse des données publiées par le Fonds monétaire international (FMI). Mais en valeur absolue, la dette africaine reste assez faible comparativement à l'échelle mondiale, du fait d'un accès plus difficile aux marchés internationaux, et d'une approche de crédit très strict sur le plan interne. Toutefois, avec un référentiel à 260% du PIB, le continent a encore des marges d'endettement à exploiter.

Avec Agence Ecofin

UEMOA**Légère amélioration du climat des affaires en août 2021**

Au cours du mois d'août 2021, l'indicateur du climat des affaires dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) s'est légèrement amélioré de 1,2 point, selon les données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Cet indicateur est ressorti à 102,8 contre 101,6 au mois de juillet 2021. Selon l'institut d'émission, l'indicateur du climat des affaires qui conforte ainsi son maintien au-dessus de sa tendance de longue période (100), traduit une opinion favorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de la conjoncture. Quant aux indicateurs d'activités, ils ont maintenu leur tendance haussière au



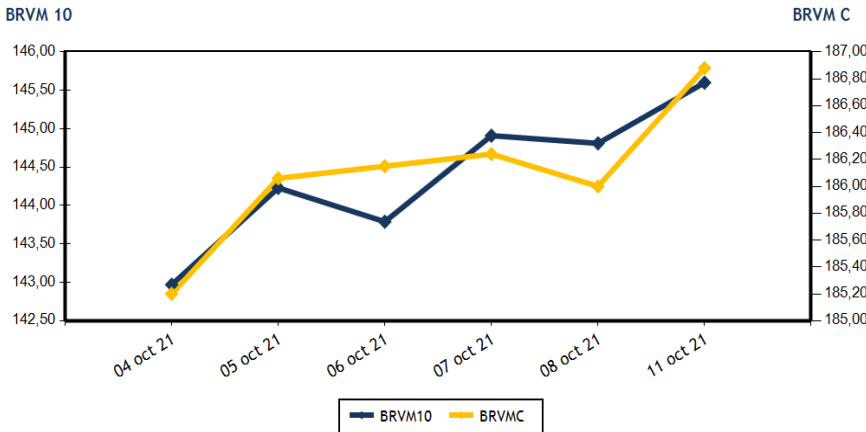
cours du mois sous revue, en ligne avec la poursuite de la reprise de l'activité économique. C'est ainsi que l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce a augmenté de 14,9%, sur un an, en août 2021, après une hausse de 10,4% le mois précédent.

De même, l'indice du chiffre d'affaires dans les services marchands s'est accru de 16,0% au cours de la période sous revue, après une augmentation de 15,3% un mois plus tôt.

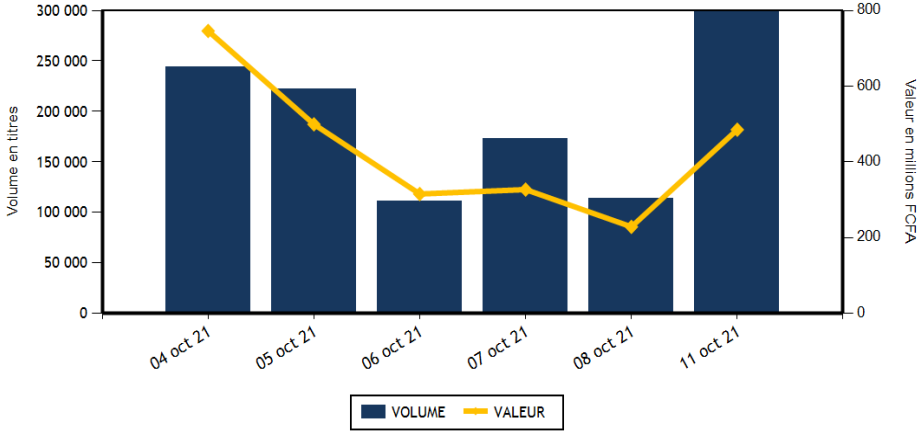
Avec financialafrik.com

BRVM 10	145,60	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	N° 196	lundi 11 octobre 2021	Site : www.brvm.org	BRVM Composite	186,88
Variation Jour	 0,55 %					Variation Jour	 0,47 %
Variation annuelle	 11,25 %					Variation annuelle	 28,55 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 624 043 252 821	0,47 %
Volume échangé (Actions & Droits)	298 854	163,40 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	480 075 218	116,80 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	16	33,33 %
Nombre de titres en baisse	14	-26,32 %
Nombre de titres inchangés	13	18,18 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	910	7,06 %	152,78 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 800	5,88 %	45,16 %
SICABLE CI (CABC)	1 195	4,82 %	18,32 %
SAPH CI (SPHC)	5 395	3,85 %	285,36 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	875	3,55 %	45,83 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	86,73	-0,08 %	139,26 %	58 024	201 927 270	21,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	447,14	0,13 %	8,93 %	24 459	144 821 945	7,98
BRVM - FINANCES	15	71,09	0,18 %	18,50 %	165 866	78 464 338	14,45
BRVM - TRANSPORT	2	555,30	0,00 %	46,64 %	6 024	13 216 880	9,26
BRVM - AGRICULTURE	5	231,12	0,71 %	167,07 %	2 861	5 851 580	14,53
BRVM - DISTRIBUTION	7	347,52	4,08 %	53,48 %	21 462	32 318 320	21,85
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	-3,70 %	132,14 %	1 642	1 067 300	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,40	
Taux de rendement moyen du marché	6,40	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,46	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	275 889,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 604 387 520,69	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 073 205 661 303	-0,06 %
Volume échangé	487	-29,42 %
Valeur transigée (FCFA)	4 880 800	-28,92 %
Nombre de titres transigés	4	-55,56 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-66,67 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 900	-5,30 %	379,67 %
SETAO CI (STAC)	650	-3,70 %	132,14 %
PALM CI (PALC)	6 005	-3,15 %	166,89 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 490	-1,61 %	48,58 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 200	-0,95 %	48,57 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,78	
Ratio moyen de satisfaction	30,61	
Ratio moyen de tendance	1 099,74	
Ratio moyen de couverture	9,09	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	2,17	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Union européenne

La taxation des multinationales pourrait s'uniformiser à 15%

Le ministre français de l'Economie juge possible un accord sur un taux commun, comme discuté depuis juillet sous l'égide de l'OCDE dont la réunion, dans 2 jours, est très attendue.

Le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire a jugé mardi possible un accord international sur une taxation à 15% des entreprises multinationales, à quelques jours d'une réunion de l'OCDE sur le sujet vendredi. «Un compromis peut se dégager sur 15% comme taux effectif réel», a affirmé Bruno Le Maire au cours d'une conférence téléphonique. Cela «permettra d'éviter des taux d'imposition attractifs de l'ordre de 2%, 5% ou 6%, qui sont des taux effectifs réels pratiqués par certains États, y compris dans l'Union européenne», a-t-il souligné. Un accord historique annoncé en juillet sous le patronage de l'OCDE et signé par 134 pays prévoyait un taux effectif réel «d'au moins» 15% qui s'imposerait aux multinationales réalisant au moins 750 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont beaucoup de grands groupes technologiques. Or cette formulation, qui laissait la porte ouverte à un niveau plus élevé de taxation, a suscité le rejet de l'Irlande qui propose aux entreprises basées sur son sol un taux d'imposition de 12,5%. «Cela semble compliqué d'aller au-delà» de 15% sans braquer les pays les plus conservateurs sur ce



• Bruno Le Maire. REUTERS

point, a confié à l'AFP une source proche des négociations. L'objectif des discussions est de faire accepter un texte commun à l'ensemble des États et à faire rejoindre ceux qui n'ont toujours pas signé, à l'image de l'Irlande, de la Hongrie et de l'Estonie, pour une mise en application d'ici 2023. Le ministre des Finances irlandais a affirmé mercredi dernier que cette semaine serait «décisive» pour la fiscalité internationale.

Rentabilité et siège social

L'OCDE tient une réunion vendredi et pourrait faire des annonces sur les derniers paramètres en négociation. Outre le taux minimum, les dernières tractations entre États portent sur d'autres pa-

ramètres. Parmi eux, le montant qui servira de base pour calculer les recettes fiscales à reverser dans les pays où une entreprise est active, mais où elle n'a pas son siège social. L'accord de juillet prévoyait de le fixer entre 20% et 30% du bénéfice dit «résiduel», c'est-à-dire dépassant un seuil de 10% de rentabilité. «Un compromis peut se dessiner (...) autour de 25%», a affirmé mardi Bruno Le Maire. Autre sujet sur la table: les exemptions réclamées notamment par certains pays misant sur l'attractivité fiscale tels que la Hongrie. Un système dégressif, au fil des années pourrait être trouvé, pour mettre tout le monde d'accord.

(AFP)

Alimentation

Le colorant E171 sera interdit en Europe dès l'an prochain

L'Union européenne a donné son feu vert à l'interdiction de cet additif utilisé notamment dans des sucreries et des pâtisseries. La Suisse avait déjà franchi le pas plus tôt cette année.

Les Etats de l'UE ont donné vendredi leur feu vert pour interdire dès 2022 le colorant E171 (dioxyde de titane) comme additif alimentaire, après une remise en cause de sa sécurité par le régulateur européen. Le E171, composé de particules de dioxyde de titane sous forme de poudre, est utilisé dans de nombreux produits alimentaires (confiseries, chewing-gums, pâtisseries, soupes ou plats cuisinés) pour ses propriétés colorantes (pigment blanc) et opacifiantes. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait estimé début mai que l'E171 ne pouvait plus être considéré comme «sûr» en tant qu'additif alimentaire, car si l'absorption des particules de dioxyde de titane est faible, «elles peuvent s'accumuler dans l'organisme». Le régulateur, qui avait mené son étude à la demande de Bruxelles, avait donc jugé ne pas pouvoir exclure la «génotoxicité» du composant, c'est-à-dire sa capacité à endommager l'ADN, le matériel génétique

des cellules. Dans la foulée, la Commission européenne a proposé d'interdire l'E171 dans l'alimentaire sur tout le territoire de l'Union, un projet approuvé vendredi par les représentants des Vingt-Sept, a indiqué l'exécutif européen dans un communiqué. En Suisse, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) a déjà émis un avis d'interdiction le printemps dernier. L'OSAV avait indiqué que «l'utilisation du dioxyde de titane en tant qu'additif alimentaire ne pouvait plus être considérée comme sûre» et qu'«au vu des incertitudes, l'utilisation du E 171 en tant qu'additif alimentaire serait néanmoins interdite».

Médicaments pas concernés

Sauf objection émise d'ici à la fin de l'année par le Conseil (l'institution représentant les Etats) ou le Parlement européen, le texte entrera en vigueur «début 2022», avec une transition de six mois à l'issue de laquelle l'interdiction sera totale pour l'usage dans les produits

alimentaires. Pour l'instant, l'industrie pharmaceutique, qui utilise également le colorant E171 dans la confection de médicaments, ne sera pas concernée par l'interdiction, de façon à «prévenir toute pénurie» de produits médicaux. Le feu vert des pays membres est «l'ultime clou dans le cercueil du dioxyde de titane comme additif alimentaire», s'est réjouie Camille Perrin, une responsable du Bureau européen des unions de consommateurs (Beuc). «Dans la plupart des Etats européens, l'E171 avait déjà largement disparu de la composition des produits alimentaires, mais on le trouvait encore dans certains chewing-gums, friandises et décorations pour gâteaux», a-t-elle observé. Le Conseil supérieur de la Santé belge considère le dioxyde de titane comme «cancérogène possible», et la France l'avait interdit l'année dernière comme additif alimentaire pour un an. Des chercheurs avaient établi qu'il pouvait provoquer des lésions pré-cancéreuses chez des rats.

(AFP)

Brexit

Boris Johnson voit un avenir radieux

Au Royaume-Uni, les entreprises se montrent critiques face à la stratégie économique de Boris Johnson présentée mercredi.

Les milieux économiques ont réagi avec scepticisme au lendemain du discours du Premier ministre britannique Boris Johnson, y compris des chefs d'entreprise qui ont voté en faveur du Brexit mais se sentent essorés comme des «éponges» face aux crises actuelles. Dans un discours au ton optimiste prononcé mercredi en clôture du congrès annuel de son Parti conservateur, à Manchester, Boris Johnson a défendu sa stratégie de se passer progressivement d'une main-d'œuvre immigrée bon marché, assurant que c'est ce que souhaitaient les Britanniques qui ont voté pour le Brexit en 2016. Il a affirmé que le pays se dirigeait «vers une économie à salaires élevés, compétences élevées, productivité élevée et à faible fiscalité», tout en admettant que tout cela «prendrait du temps» et serait «parfois difficile».

Hausse de l'inflation

Mais ce ton confiant ne convainc pas tout à fait les milieux économiques face aux problèmes d'approvisionnement qui frappent le pays, des stations-services aux rayons des supermarchés, largement dus à un manque de chauffeurs routiers, estimé à 100'000 par les professionnels. De nombreux conducteurs de poids lourds originaires de l'Union européenne sont repartis dans leurs pays d'origine en raison du Brexit et de la pandémie et les règles d'im-



migration durcies ont découragé certains de revenir. Plusieurs chefs d'entreprise ont prévenu que tourner le dos à ces travailleurs immigrés au profit d'une main-d'œuvre locale mieux payée se traduirait par une hausse de l'inflation, et qu'au final, ce seront les consommateurs qui en supporteront le coût.

Des «éponges»

Richard Walker, directeur général de la chaîne de supermarchés Iceland, qui a voté pour le Brexit, a accusé le gouvernement de traiter les entreprises comme des «éponges» alors qu'elles ne peuvent «absorber» toutes les augmentations de coût, des factures d'énergies à l'embauche de conducteurs de poids lourds supplémentaires. Simon Wolfson, directeur général de la chaîne de vêtements Next et lui aussi pro-Brexit, a déclaré qu'il y avait «une véritable panique et un découragement» dans certains secteurs. D'après lui, les pénuries de travailleurs qui touchent aussi les secteurs de l'agroalimen-

taire, la restauration ou la distribution ne pourront être résolues sans faire appel aux travailleurs étrangers, même s'il affirme ne pas être contre le contrôle de l'immigration ou des coûts supplémentaires pour les employés non britanniques. Le think tank libéral Adam Smith Institute, a qualifié le discours de Boris Johnson de «grandiloquent mais vide de sens et ignorant d'un point de vue économique», tandis que Ryan Shorthouse, directeur du groupe de réflexion conservateur Bright Blue a jugé que «le public se lassera bientôt des bons mots de Boris si le gouvernement ne maîtrise pas les crises croissantes: hausse des prix, des taxes, pénurie de carburant, de main-d'œuvre». Une critique partagée par la Fédération des petites entreprises (FSB). «Nous demandons au gouvernement moins de paroles et plus d'actes», a souligné la vice-présidente de la FSB Tina McKenzie à Sky News.

(AFP)

Brésil

Le pays renoue avec une inflation à deux chiffres

La première économie d'Amérique latine subit actuellement une forte poussée des prix poussant des millions de Brésiliens dans une situation de plus en plus précaire.

Le Brésil a renoué en septembre avec une inflation à deux chiffres pour la première fois depuis 2016, avec +10,25% sur les 12 derniers mois, a annoncé vendredi l'Institut des statistiques IBGE. Cette envolée a été enregistrée après un mois de septembre où la hausse des prix a atteint 1,16%, son taux le plus élevé en 27 ans. Depuis le début de l'année, les prix se sont élevés de 6,90% au Brésil, selon l'IBGE, soit largement au-dessus de l'objectif officiel de la première économie d'Amérique latine. Le Brésil subit actuellement une forte poussée des prix qui a justifié cinq hausses consécutives de son taux directeur par la banque centrale, désormais à 6,25%, alors qu'il était à son plancher historique de 2% en début d'année. Une nouvelle hausse est attendue à la fin du mois de ce taux, le principal outil de lutte

contre l'inflation. L'envolée des prix pousse aussi des millions de Brésiliens dans une situation de plus en plus précaire. Les prix alimentaires et des transports notamment ont subi de fortes poussées. La consommation de viande est devenue un luxe pour beaucoup de Brésiliens, et selon un rapport de l'association PENSSAN, 117 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, vivent en situation d'«insécurité alimentaire», n'ayant pas «pleinement accès aux aliments de façon permanente». La situation pourrait encore s'aggraver en raison de la hausse vertigineuse du prix des carburants et de la crise énergétique provoquée par la pire sécheresse en 91 ans dans le pays.

Pic de l'inflation

L'inflation n'avait pas atteint les deux chiffres au Brésil depuis février 2016, lorsqu'elle

avait été de 10,36%, rappelle l'IBGE. En septembre 2020 la hausse des prix avait été de 0,64%. L'inflation sur les 12 mois derniers mois en août s'était élevée à 9,68%. Août avait connu le pire résultat pour ce mois depuis 2000, sous l'effet de la hausse des prix du carburant et de l'électricité. L'inflation actuelle dépasse largement l'objectif officiel pour cette année d'un taux médian de 3,75% avec un plafond de 5,25%. Le marché prévoit généralement à la fin de l'année un taux d'inflation de 8,51%. Mais le président de la Banque centrale, Roberto Campos Neto, a récemment estimé que «le mois de septembre devrait connaître le pic de l'inflation sur 12 mois» avant «une baisse» des prix.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com

HOROSCOPE

finance

Bélier L'influence du Soleil dans le secteur argent va mettre momentanément l'accent sur votre équilibre financier. Vous aurez l'occasion d'améliorer votre situation. N'hésitez pas à réclamer votre dû, quels que soient vos débiteurs.

Taureau Le climat astral concernant vos finances ne sera pas négatif, et vous n'aurez pas de raison de vous faire du souci. Mais vous devrez tout de même savoir que la Lune influence en ce moment votre secteur d'argent. Or, cet astre, même s'il ne risque pas d'engendrer des problèmes graves, a en général un effet restrictif, et d'entraîner une période de relative stagnation. Vous aurez donc intérêt à gérer sagement votre budget.

Gémeaux Le secteur de l'argent subira l'influence de Pluton, planète très positive sur le plan financier. Lorsque Pluton joue en notre faveur, il peut faire affluer jusqu'à nous de très grosses sommes. Il faudra simplement faire attention à un point : si vous prenez trop de risques, si vous jouez avec le feu, Pluton pourra se retourner contre vous. Les natifs qui accumuleront les dépenses et les folies risquent alors de le payer cher !

Cancer Avec cet aspect du Soleil, vous serez d'humeur plus dépensière que d'habitude et risquez par ailleurs d'avoir à faire face à des dépenses imprévues. Ais tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles.

Lion Cette journée promet des rentrées d'argent aussi importantes qu'imprévues. Mettez sur votre sang-froid pour demander calmement une prime quelconque à une personne compétente ; il semble peu probable qu'il vous la refuse.

Vierge Vous serez à l'abri de problèmes pécuniaires graves, mais en même temps vous ne bénéficierez pas de coups de chance inespérés. Vous récolterez ce que vous aurez semé : un bel équilibre financier si vous gérez sagement votre budget, et quelques problèmes passagers si vous manquez de prudence.

Balance Vous qui rêvez toujours de gagner au Loto, vous devrez vous contenter de ce que votre travail vous rapporte. Ne vous plaignez pas : si les astres ne vous promettent aucun coup de chance exceptionnel, ils ne vous menacent pas non plus d'une quelconque catastrophe. Alors, même si vous êtes obligé de vérifier l'état de votre compte en banque avant de satisfaire vos envies actuelles d'achats, gardez le sourire en pensant à tous ceux qui ont moins que vous.

Scorpion Vous adorerez les signes extérieurs de richesse. Si vos moyens vous le permettent, vous n'hésitez pas à vous offrir la voiture ou l'appartement de vos rêves. Pensez cependant à assurer vos arrières.

Sagittaire Attention à Neptune en cet aspect ! Soyez attentif : des erreurs dans vos comptes sont possibles. Essayez également de prévoir soigneusement vos dépenses à l'avance au lieu de traîner dans les magasins sans trop savoir ce que vous voulez. Vous aurez en effet tendance à faire de mauvais choix.

Capricorne Attention à l'agressivité verbale dont les conséquences peuvent vous être néfastes. Un coup de déveine financier pourra en résulter. Journée délicate pour les placements d'argent ; il vaudrait mieux attendre.

Verseau Jupiter, qui deviendra cette fois votre allié, a toujours pour effet d'apporter une très solide protection sur le plan financier. Nombre d'entre vous vont donc voir leurs revenus augmenter. Mais attention, il y aura tout de même un bémol. Cet aspect de Pluton ne changera en rien le sort des natifs qui gagnent correctement leur vie ; ne seront affectés que ceux dont le salaire ou les revenus sont vraiment très élevés.

Poissons Excellente journée pour se remettre à flot ou augmenter son capital grâce aux bonnes influences de Jupiter. Le moment sera favorable pour la signature de contrats et pour réaliser des acquisitions ou effectuer des transactions.

LE JOURNAL DES DECIDEURS

L'économiste

du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1^{er} janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021

Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

CEGs Avénou et Totsi**La Déléguée nationale du MFU prime les meilleures filles**

Chose promise, chose due. Le 07 juin dernier, en marge de la journée nationale de l'arbre, la militante Raymonde Kayi Lawson, Déléguée nationale du Mouvement des femmes Unir (Unir) et députée à l'Assemblée nationale avait promis de prendre en charge la scolarité des 10 meilleures élèves filles à l'examen du BEPC dans certains collèges d'enseignement général du Grand Lomé.

Ce lundi 11 octobre 2021, les lauréates des CEG d'Avénou et de Totsi dans la commune du Golfe 5 ont reçu leurs prix. Les cérémonies de remise ont eu lieu en présence des enseignants, des parents d'élèves ainsi que des élèves. Les prix sont composés de cahiers, sacs à dos, ensembles géométriques, stylos, d'enveloppes financières et de serviettes hygiéniques lavables pour aider les jeunes filles pendant leurs périodes de menstruation. En dehors des élèves, les parents d'élèves ont bénéficié de kits alimentaires afin que les élèves puissent venir à l'école le ventre plein. Pour la donatrice, ce geste n'est que le début d'une longue période de parrainage de jeunes filles battantes. « Être jeune fille dans nos communautés ce n'est pas facile. C'est pourquoi j'ai choisi de venir au secours des meilleures filles au BEPC pour le compte de l'année scolaire passée. Je



l'avais promis lors de mon passage en juin dernier. Aujourd'hui 11 octobre, c'est la journée internationale de la jeune fille et j'en ai profité pour les sensibiliser sur leurs droits et leurs devoirs et aussi sur des questions relatives à leur bien-être et à la santé sexuelle. Grâce à la politique du Président Faure Essozimna Gnassingbé, le poids s'est allégé sur les parents cette année avec la gratuité des frais de scolarité et nous venons en appui à ce geste de notre champion pour dire

aux parents qu'une fille à l'école est une garantie pour toute la famille », a précisé la militante Raymonde Kayi Lawson, Déléguée nationale du MFU. En marge de cette tournée de récompense, la militante Déléguée nationale a pensé aux tout-petits. Elle a offert des tables et des chaises au jardin d'enfants public d'Avénou. Occasion pour elle d'esquisser quelques pas de danses avec ces "nouveaux élèves" qui ne manquent pas d'énergie.

Avec unir.tg

**Manchester United****Raphaël Varane absent plusieurs semaines**

Voilà une nouvelle dont se serait bien passé Ole Gunnar Solskjaer. Manchester United vient d'annoncer que Raphaël Varane (28 ans) serait absent des terrains pendant plusieurs semaines, sans mentionner précisément la durée de son absence.

« Raphaël Varane s'est blessé à l'aine lors de la finale de l'UEFA Nations League et a commencé sa rééducation au club. Il sera absent pendant quelques semaines », peut-on lire sur le communiqué publié par les Red Devils ce mardi. L'international français a contracté cette blessure lors de la victoire des Bleus contre l'Espagne (2-1) dimanche, en finale de la Ligue des Nations. Il avait été contraint de céder sa place à Dayot Upamecano



dès la 42e minute de cette rencontre. Depuis son arrivée en provenance du Real Madrid cet été en échange de 40 M€, Raphaël Varane a disputé 7 matchs avec Manchester United. OGS devra

composer sans son nouveau taulier et ce alors que ses Red Devils restent sur 2 journées sans victoire en Premier League.

Avec footmercato.net

Séminaire sur les opportunités d'affaires**L'édition 2021 se déroule en visioconférence**

Le département de mobilisation des ressources et des partenariats de la Banque africaine de développement (BAD) organise les 12 et 13 octobre par visioconférence le deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS), édition 2021.

● EYRAM AKAKPO

Le Groupe de la Banque africaine de développement, avec le concours de son Département de la mobilisation des ressources et des partenariats, organise un deuxième séminaire virtuel sur les opportunités d'affaires pour l'année 2021. Selon l'institution financière, le séminaire s'adresse aux consultants et entreprises de conseil, entrepreneurs civils, industriels, fournisseurs et attachés commerciaux des ambassades de tous les pays membres du Groupe de la Banque africaine de développement. Il permettra aux participants d'avoir un aperçu des politiques et opérations du Groupe de la Banque africaine de développement, de ses règles et procédures en matière de passation de marchés et de ses



activités actuelles et futures dans les pays africains. Des rencontres sont également prévues entre entreprises (« B2B ») avec les principaux départements du Groupe de la Banque africaine de développement. En suivi du Jour 2, et à la demande du Pays, le Bureau Pays de la Banque Africaine en Angola tiendra un troisième jour, spécifique au contexte angolais, le jeudi 14 octobre 2021. Il faut préciser que ce séminaire constitue une plateforme à

guichet unique permettant aux participants d'acquérir une meilleure compréhension de la stratégie et du processus qu'elle utilise pour ses achats. Par cette organisation, la banque entend renforcer les liens existants entre elle et le secteur privé. Depuis 2017, le Groupe de la Banque africaine de développement organise chaque année deux séminaires sur les opportunités d'affaires, l'un au siège et l'autre dans l'un des bureaux régionaux.

Coupe du Monde 2022**Comment la compétition va bouleverser le calendrier international**

Alors que le calendrier est déjà surchargé depuis la crise sanitaire, la Coupe du Monde 2022, qui se déroulera du 21 novembre au 18 décembre 2022, va obliger les joueurs à disputer une journée de championnat à une semaine du match d'ouverture, au Qatar.

Déjà perturbé par la crise du Covid-19, le calendrier international risque d'être encore plus bouleversé en raison des dates de la prochaine Coupe du Monde, au Qatar, qui se déroulera du 21 novembre au 18 décembre 2022.

Alors que Thibaut Courtois déplorait déjà un enchaînement de matches trop important pendant le Final Four de la Ligue des Nations, la semaine passée, le quotidien L'Équipe révèle qu'il n'y aura qu'une seule semaine de repos entre la dernière journée de Championnat et le début de la compétition internationale. Les joueurs ne partiront qu'en sélection uniquement à partir du 14 novembre. Alors que les sélectionneurs avaient l'habitude de préparer deux ou trois matches amicaux en amont des compétitions internationales, il n'y aura, cette fois-ci, qu'un seul rassemblement avant le Mondial, entre le 22 et 27 septembre, dans le



● Antoine Griezmann et Karim Benzema ont rayonné ©Maxppp

cadre des phases de poules de Ligue des Nations, où seulement deux rencontres seront disputées. Une nouvelle qui ne devrait pas plaire à Didier Deschamps, qui déplorait déjà que « l'enchaînement des matchs est difficile », après le match nul des Bleus contre l'Ukraine (1-1), en septembre dernier. Le calendrier de la Ligue 1 complètement changé Mais la question du calendrier inquiéterait également les clubs, notamment en Ligue 1. Selon la circulaire de l'UEFA, il est possible que les joueurs n'aient qu'une seule semaine ou deux de vacances entre la fin du Mondial et la reprise

du Championnat de France. La 16e journée de Ligue 1 se jouerait fin décembre et la suivante dès début janvier. Il n'y aurait qu'une pause de cinq à six semaines alors que la saison prochaine doit débuter le 7 août 2022 et se terminer le 4 juin 2023. En temps normal, le championnat de France observe une pause de deux semaines jusqu'à début janvier. Du côté de la Ligue des Champions, la phase de groupes débutera une semaine plus tôt, le 6 septembre, pour se conclure début novembre. La finale sera disputée le 10 juin 2023 à Istanbul. Un bouleversement de calendrier qui ne devrait pas plaire aux clubs, ainsi qu'aux syndicats de joueurs, alors que l'idée d'une Coupe du Monde tous les deux ans intéresse de plus en plus la FIFA. Et ce, malgré les plaintes des enchaînements de rencontres.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs

(% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



Inspirés tous les jours par nos héros



**AFRICA
First Assist**

Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient Africa First Assist

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist**
sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com